

MISSOUM S'BIH QUITTE SON POSTE

Amar Bendjama nommé ambassadeur en France

Missoum S'bih, flirtant avec les 90 ans, plus en phase avec le siècle dernier qu'avec l'actuel, diminué lourdement physiquement mais maintenu contre le bon sens et les lois de la nature par Bouteflika, comme ambassadeur, quitte, finalement, le poste. A sa place, Amar Bendjama, qui était à la tête de la représentation diplomatique en Belgique et au Luxembourg.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Ce changement est important, faut-il le relever, vu la nature des relations entre l'Algérie et la France, vu aussi que Bouteflika est en convalescence à Paris (Invalides-hôpital militaire), depuis deux mois. Amar Bendjama, ex-secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, a occupé plusieurs postes diplomatiques importants dont celui d'ambassadeur à Tokyo. Avant Paris, il était

en poste en Belgique et au Luxembourg où il a laissé bonne impression. Sa nomination à Paris signifie, c'est certain, que l'Etat algérien reprend ses droits légitimes dans la gestion des affaires. Celles liées à la maladie du Président ou celles ayant trait au bilatéral. Missoum S'bih, affaibli par la maladie et maintenu en «vie diplomatique» par Bouteflika, n'était pas — plus — en mesure d'assumer la responsabilité de défendre au mieux l'intérêt de

l'Algérie. Son maintien, contre vents et marées, restera une énigme. Une énigme d'Etat.

Pendant le long séjour de Bouteflika en France, Val-de-Grâce, puis les Invalides, S'bih Missoum a été transparent, absent des radars. Alors qu'un fonctionnement normal des institutions aurait voulu qu'il se montrât, qu'il s'exprimât un peu, mais rien de tel.

La sage décision de rappeler S'bih et de le remplacer par Amar Bendjama indique que la gestion de la maladie du Président quitte le cercle familial et les proches pour être prise en charge par l'Etat. Il était devenu urgent de le faire. Depuis que Sellal et Gaïd Salah ont fait le déplacement des Invalides, quelque chose semble



Photo : DR.

avoir été décrété en haut lieu. Les jours et les semaines à venir apporteront davantage de lumière.

A. M.

MALADIE DU PRÉSIDENT

Ali-Fawzi Rebaïne tient à son «bulletin de santé»

Le président de Ahd 54 joint sa voix à celle, parmi ceux de la classe politique qui revendiquent depuis peu, l'engagement d'une période de transition à même de déboucher sur l'assainissement du climat du pays empreint, selon lui, de trop d'«incertitudes» et de «craintes».

Mohamed Kebci — Alger (Le Soir) — Animant hier, une conférence de presse presque totalement dédiée à l'état de santé du président de la République, Ali-Fawzi Rebaïne dira sa conviction selon laquelle seule une transition frappée du sceau d'un dialogue national le plus large impliquant tout le monde, est à même de sortir le pays du statu quo dans lequel il baigne depuis quelque temps. Principalement, depuis que le président de la République dont il réitérera à l'occasion, et pour la énième fois, un bulletin de santé régulier. Et d'inviter dans



Photo : New Press.

ce sillage, le Conseil constitutionnel à s'autosaisir du dossier, actuellement entre les mains de médecins français, trouvant à pro-

pos, maladroits les avis de médecins et d'officiels à mille lieues de la réalité de la santé du premier magistrat du pays. Le président de Ahd 54 n'ira, cependant, pas jusqu'à faire le plaidoyer, comme le font depuis des mois, bien des partis et des personnalités nationales, de l'application de l'article 88 de la Constitution, lui qui trouve, pourtant, les institutions du pays grandement pour ne pas dire totalement affectées par cette maladie de Abdelaziz Bouteflika.

Et de se justifier en soutenant qu'il y a d'autres solutions, lui qui dira s'interroger sur qui décide dans le pays. Sa recette de rechange, c'est, plaidera-t-il, un dialogue le plus large possible impliquant tous les acteurs, invitant pour ce faire, le pouvoir à privilégier, pour une fois, l'intérêt suprême du pays.

«L'Algérie appartient à toute le monde et ne relève pas d'une propriété privée», dira-t-il à l'endroit des décideurs. Le candidat à la présidentielle d'avril 2004 et celle d'avril 2009 soutiendra, par ailleurs, que toute pré-

sidentielle anticipée ou calendaire dans les conditions actuelles profiterait inévitablement au système. D'où, selon lui, l'impératif de cette période de transition où toutes les questions seront mises sur la table du dialogue.

Dont, notamment, la révision de tout l'arsenal régissant le processus électoral, entre autres l'assainissement du fichier électoral national, la définition la plus concise possible des missions de la commission nationale de surveillance des élections... Balayant d'un revers de la main les menaces extérieures brandies par certaines voix, Rebaïne affirmera qu'il n'y a pas d'atteinte aussi flagrante à la souveraineté nationale que la réunion mardi dernier, aux Invalides à Paris, du président de la République avec le Chef d'état-major de l'ANP, Gaïd Salah, et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal et les décrets signés par Bouteflika toujours en son lieu de convalescence à Paris.

M. K.

ISSAD REBRAB :

«J'accuse Bouteflika et son entourage !»

Le patron du premier groupe privé algérien Cevital, Issad Rebrab, n'a pas mâché ses mots, hier, sur les ondes de la radio web Maghreb M. Il a accusé le président Bouteflika et son entourage d'être responsables du blocage de ses projets industriels.

Lyas Hallas-Alger (Le Soir) - L'entrepreneur, qui redresse la tête ces derniers jours et sort de son mutisme à coups d'acquisitions aux niveaux national et international, n'écarte même plus d'investir dans les secteurs bancaire et de l'audiovisuel et de faire valoir son droit de préemption pour le rachat d'actions dans l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, dont l'Etat en négocie depuis bientôt deux ans 51 % des actions avec le nouvel acquéreur, le russe Vimpelcom. Entre autres projets bloqués que M. Rebrab a évoqués au cours de cet entretien, celui de la trituration des graines oléagineuses qui lui tient «énormément à cœur», car il est réalisé à 50 %, selon ses dires et est susceptible de révolutionner le secteur de l'agriculture dans le pays avec à la clé 100 000 emplois et, surtout, sécuriser les approvisionnements des unités du groupe agroalimentaire en matières premières. Il a situé dans ce contexte, les responsables de ce blocage : «Je ne dirai pas que ce sont tous les pouvoirs publics qui ne veulent pas que ce projet se développe, mais une partie influente.» El Kadi Ihsane, animateur de l'émission, le relance : «Vous faites allusion

au président Bouteflika ?» Et à M. Rebrab de répliquer : «C'est lui le patron de ce pays !» Pourquoi ? «Il faut aller lui poser la question ou au moins à son entourage. Qui prend les décisions ? Je n'en connais pas d'autres», a-t-il déclaré.

Dans le même ordre d'idées, si le patron de Cevital a loué le «pragmatisme» du Premier ministre de Bouteflika, Abdelmalek Sellal en l'occurrence, lequel est «favorable, selon ses dires, au développement», il a souligné que «ce blocage n'obéit plutôt à aucune logique». «On continue à faire la distinction entre le privé et le public, et ce n'est pas normal !», a-t-il asséné, invitant les pouvoirs publics à suivre l'exemple de la Chine qui a connu son décollage économique à l'époque du camarade Mao déjà, en libérant l'initiative privée.

Cevital ira à l'arbitrage international si la cession de Djezzy n'est pas à son avantage

M. Rebrab, qui s'est félicité de la bonne santé financière de son groupe, «c'est l'une des entreprises les plus rentables de la planète», a-t-il dit, a dénoncé encore une fois le fait du prince. «Comment voulez-vous avoir des champions nationaux si vous ne libérez pas l'initiative privée ? Vous avez l'exemple du voisin marocain dont le roi encourage ses citoyens à conquérir les marchés africains. Or, ici, on nous bloque au niveau du Conseil national de l'investissement (CNI) par le fait du prince !»

S'agissant de l'affaire Djezzy où Cevital détient 3 % des actions, M. Rebrab a confié qu'il veut augmenter ses parts dans le capital de l'opérateur. «Nous étions prêts, il y a 6 ou 7 ans, à acheter la totalité des actions mais le gouvernement nous a dit non quand nous lui avons fait part de notre intention. Nous avions respecté sa volonté.

Or, quand ils ont entamé les négociations, l'Etat comme Vimpelcom nous ont négligés. Nous ne voulions pas en tout cas faire valoir notre droit de préemption. L'Etat veut prendre 51 % des actions. Nous essayerons de trouver un terrain d'entente qui nous donnerait 30 % des actions, 35 % à l'Etat et autant d'actions au russe Vimpelcom. Nous attendons pour voir comment les choses vont évoluer, mais si nous ne trouverons pas notre compte, nous attaquons notre coactionnaire devant la Cour internationale d'arbitrage de Londres. Le pacte des actionnaires nous donne le droit de préemption», a-t-il indiqué.

La crise européenne, une opportunité à saisir

Le groupe Cevital, qui a repris dernièrement le leader européen des fenêtres à double vitrage Oxco PVC et la filiale algérienne de Michelin, acquisitions qui lui ont valu de tenir le haut de l'affiche du monde des affaires, a estimé que la crise secouant l'Europe en ce moment est une opportunité qui ne se présente qu'une fois par siècle et qu'il ne faut surtout pas rater.

«Quand on bloque un entrepreneur qui cherche la croissance, il va la chercher à l'international. Nous réalisons une croissance moyenne de 34 % depuis 1999. Nous travaillons dans la transparence totale. Nous avons acquis Oxco dernièrement à travers l'une de nos filiales européennes pour une bouchée de pain (400 000 euros). Nous n'avons transféré aucun centime d'Algérie. Mais je dis qu'il faut libérer l'initiative privée si l'on veut se développer», a-t-il conclu.

Quant à une éventuelle ouverture du capital de Cevital ou l'une de ses filiales, M. Rebrab a avancé que la santé financière de Cevital permet de réaliser ses investissements sur fonds propres. «Nous sommes plutôt dans une situation de surliquidités, ce qui n'est pas normal. C'est à cause du blocage de nos projets. Nous sommes prêts à partager notre croissance avec le peuple algérien et ouvrir notre capital à condition de lever ces blocages.

A ce moment, si nos projets auront besoin de financement, nous irons sur les places financières lever des fonds», a-t-il suggéré. A la question de savoir si cette santé financière ne lui permettrait pas de créer une banque ou de lancer une chaîne de télévision, il a dit : «Nous avons déjà constitué un dossier pour fonder une banque mais on ne nous a pas accordé l'autorisation. Or, pour la télévision, nous sommes légalistes, on attend la promulgation de la loi sur l'audiovisuel.»

L. H.